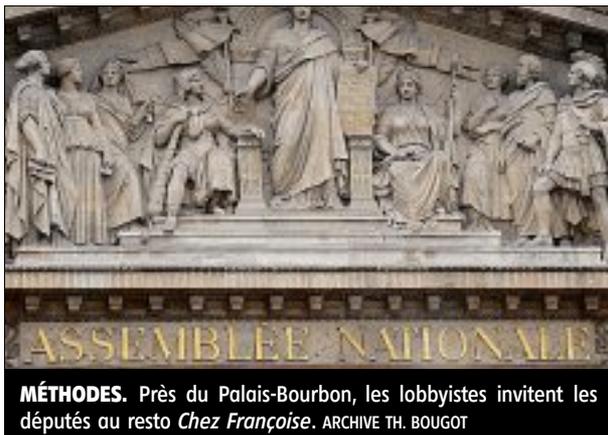


« Les lobbyistes sont partout »

Alors que sa loi va être étu-
diée à l'Assemblée, le parle-
mentaire dénonce un sys-
tème où l'industrie agroali-
mentaire invite à tour de
bras et finance des études
scientifiques biaisées.



MÉTHODES. Près du Palais-Bourbon, les lobbyistes invitent les députés au resto *Chez Françoise*. ARCHIVE TH. BOUGOT

Florent Buisson
florent.buisson@centrefrance.com

Bien en vue sur la ban-
quette grise, sous le mi-
roir, ou un peu cachés,
derrière les bambous ? Peu
importe, puisque les lobbyis-
tes (*) ont leur rond de ser-
viette partout, au restaurant
Chez Françoise, à deux pas de
l'Assemblée nationale, comme
dans les ministères.

« *Chez Françoise*, c'est vrai-
ment leur cantine, décrypte
Richard Ramos, député Mo-
Dem du Loiret. Les députés
peuvent aller déjeuner entre
midi et deux avec eux et re-
partir siéger... »

fournis clé en main, lui qui se
bat actuellement contre cer-
tains industriels pour faire
passer sa loi sur l'interdiction
des sels nitrés dans la char-
cuterie (**), à l'étude dans
l'hémicycle le 3 février pro-
chain. Il décode pour nous
leur travail. « Dès le lende-
main de l'élection, on reçoit
des invitations pour aller
manger dans des restaurants
et aller écouter des conféren-
ces. Vous y allez, car vous ap-
prenez des choses. Et au bout
de dix fois, vous vous rendez
compte que les cabinets de
lobbyistes, les entreprises qui
les paient et les hauts fonc-
tionnaires, présents à ces réu-
nions, sont issus des mêmes
écoles. Une connivence s'ins-
talle, c'est le début. »

La suite serait très structu-
rée. Étape numéro 1 : fabri-
quer des arguments falla-
cieux. « En sponsorisant des
études de chercheurs, issus
parfois du public, comme
l'Inrae, qui a reçu 1,8 million
d'euros de la Fédération des
industriels charcutiers et tra-
iteurs (FICT) pour un rapport
sur le sel nitré (*lire la répon-
se de la FICT ci-dessous*),
éclaire-t-il. Ensuite, on crée de
députés la vidéo que j'avais
faite avec François Ruffin (La
France insoumise), en disant
"c'est un extrémiste de gau-
che". »

Mais Richard Ramos estime

que ces lobbys peuvent par-
fois être utiles. « Il arrive que
je sois invité par des lobbyis-
tes qui donnent des tuyaux
contre la grande distribution,
et inversement. On a besoin
de matière en tant que député
».

L'intérêt commun ?

Encore faut-il savoir, comme
dans toutes les sphères d'in-
fluence, qui parle et pourquoi.
Le parlementaire souhaite
que ses homologues et lui dé-
clarent leurs rencontres avec
les lobbyistes. « Sans rentrer
dans la transparence totale.
Quand je vois des syndicalis-
tes de l'agroalimentaire qui
me donnent des infos sur la
composition d'un produit,
non conforme à la législation
et dont l'étiquette est fraudu-
leuse. Eux, je ne peux pas les
déclarer... »

Jean-Pierre Sueur, actuel sé-
nateur PS, élu député pour la
première fois en 1981, est

aussi nuancé. « Tout contact
n'est pas source de soupçon.
La loi a changé en 2016 et les
groupes d'intérêt se déclarent
au Parlement et à la Haute
autorité pour la transparence
de la vie publique. Les parle-
mentaires font beaucoup plus
attention. Avant, on recevait
des invitations de l'industrie
pharmaceutique pour des
week-ends au soleil. En ma-
tière de demande, de pres-
sion, la seule question qui
vaille, c'est : "Est-ce pour l'in-
térêt commun ou pour un in-
térêt financier privé, une en-
treprise ?" » ■

(*) Un groupe d'intérêt, de pression,
appartenant au même secteur d'acti-
vité, qui défend ses intérêts auprès
des politiciens.

(**) « Au contact du fer de la viande
rouge, nitrates et nitrites entraînent la
formation d'un composé qui donne
sa couleur rose aux charcuteries niri-
tées. S'ensuivent des mutations de
l'ADN potentiellement cancérogè-
nes » expliquait à *Marianne* le généti-
cien Axel Kahn, en 2021.



ÉLU. Invitation de la fédération des industriels charcutiers au député Ramos, lors du débat sur le sel nitré dans la charcuterie.

« Une connivence
s'installe,
c'est le début »

Lélu centriste se fait un plai-
sir depuis son élection de dé-
noncer les méthodes des lob-
byistes, entre cadeaux,
invitations et argumentaires

Bernard Vallat, président de la Fict,
répond aux déclarations de Richard
Ramos (ci-dessus).

« Monsieur Ramos n'est pas
représentatif des élus classiques. Sa
stratégie est de se victimiser, de dire
que son action vertueuse est perturbée
par les lobbyistes, pour faire parler de
lui et se faire réélire. Pour l'invitation
évoquée, il est venu au déjeuner, il a
mangé de bon appétit... Notre
fédération représente 300 entreprises,
32.000 salariés et on s'occupe, aussi, de
l'information aux consommateurs. On
est obligé d'avoir des partenariats
externes. Pour apporter des
informations aux décideurs, nous
passons par des lobbyistes, ça rentre
dans le budget communication et
affaires publiques, qui s'élève en
moyenne à quelques centaines de
milliers d'euros par an. »

**Faut-il passer par des invitations à
déjeuner pour se faire entendre ?**
« Quand on veut dialoguer, c'est plus
facile autour de la table. C'est une
pratique extrêmement courante. Quand
on invite, on paie ! Mais depuis 2017,
nous n'avons organisé qu'un seul
déjeuner avec des parlementaires
(d'autres ont eu lieu, à l'initiative
d'autres organisations comme le Club
de la table française, fondé par une
agence d'affaires publiques, ndlr).

**Et sur le financement d'études, de
l'Inrae par exemple ?**

« Les financements publics ne sont pas
suffisants pour la recherche, les
partenariats public-privé sont vitaux.
Nous avons fourni du matériel, des
matières premières à l'Inrae, à hauteur
de cette somme, mais ça n'est pas la
fédération qui gère la relation avec
l'Inrae, c'est l'institut français du porc.
Pour éviter les accusations de conflits
d'intérêts. Un travail scientifique est
mené sur les nitrites et l'on s'y pliera.
Mais les ONG comme la Ligue contre le
cancer, mises en avant par Monsieur
Ramos, ont aussi besoin de faire parler
d'elles. Par ailleurs, Axel Kahn, avec qui
nous dialoguons beaucoup, s'est
trompé sur ce sujet, et on a des
moyens de le prouver. »